

<https://divergences.be/Guerre-mondiale-Trump.html>



# Guerre mondiale Trump

- Aujourd'hui - 2026 - juin 2026 -

Date de mise en ligne : vendredi 29 mai 2026

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

## Origine [TomDispatch](#) Publié le 21 mai 2026 21 mai

À l'ère de la Trumpie, chaque accusation est aussi une confession

"Il n'a rien", a déclaré le président Donald Trump à propos de la Somalie dans un récent coup de gueule xénophobe. « Tout ce qu'ils font, c'est courir en se tirant dessus. »

Comme c'est le cas pour cette administration, chaque accusation est aussi une confession.

Les troupes américaines tirent sur des Somaliens depuis le début des années 1990, après le président du canard boiteux George H. W. Bush a lancé une intervention apparemment humanitaire qui serait adoptée par son successeur, Bill Clinton. En juin 1993, les troupes américaines et de l'ONU avaient commencé à attaquer diverses cibles dans la capitale somalienne, Mogadiscio, liée au seigneur de guerre Mohamed Farrah Aidid, qui avait contribué à renverser le dictateur Mohamed Siad Barre.

[[https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH237/trump\\_gbuerre-08626.jpg](https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH237/trump_gbuerre-08626.jpg)]

Le mois suivant, dans une escalade majeure, des hélicoptères de combat américains ont attaqué une maison dans cette ville où un groupe de chefs de clans somaliens se réunissaient. Le Comité international de la Croix-Rouge a déclaré que 54 personnes avaient été tuées et 161 blessées. Aidid a affirmé que 73 Somaliens étaient morts, dont des femmes et des enfants, et plus de 200 avaient été blessés. Les forces américaines n'ont subi aucune victime.

Et il n'a pas fallu longtemps auparavant – au début des années 2000, sous le fils de Bush, George W., dans le cadre de ce qui est devenu connu sous le nom de guerre mondiale contre le terrorisme – les troupes américaines ont recommencé à massacrer des Somaliens. En plus des conflits majeurs en Afghanistan et en Irak, Bush, le plus jeune, a lancé les premières guerres de drones du Pakistan au Yémen, y compris en Somalie. Son successeur, le président Barack Obama, a augmenté la Forever War ante, devenant un assassin en chef en Somalie et au-delà. Le vice-président d'Obama, Joe Biden, a poursuivi la guerre des drones là-bas, lui aussi, lorsqu'il est entré à la Maison Blanche.

Cependant, pendant toutes ces années de massacre en Somalie, aucun président américain n'a jamais attaqué les Somaliens avec la persistance et au rythme du président Donald J. Trump, surtout lors de son second mandat.

La deuxième administration Bush a mené 11 frappes aériennes en Somalie, tuant jusqu'à 144 personnes – dont peut-être 55 civils, selon le groupe de réflexion New America. Obama a présidé plus de 48 frappes au cours de ses huit années de mandat qui ont fait jusqu'à 553 morts. Le premier mandat de Trump a connu une escalade massive dans de telles frappes de drones. Au cours de ses quatre premières années, Trump a mené 219 attaques, soit une augmentation de 271% au cours des 16 années du George W. Les présidences Bush et Obama. Mais même ce pic a fait pâle figure par rapport au taux implacable d'attaques pendant le second mandat de Trump. Alors que Biden a dépassé le total d'Obama dans la moitié du temps – 51 frappes en quatre ans – Trump est déjà sur le point d'éclipser son propre record de premier mandat tristement célèbre en moins d'un an et demi. Il a présidé au moins 190 frappes aériennes, sinon plus, en Somalie.

La vague de meurtres de Trump en Somalie n'est qu'une petite partie de sa guerre plus large contre le monde. Il n'est pas exagéré de dire qu'il a l'armée américaine « courir [en] autour de tirer » sur des personnes à une échelle épique. Au cours de ses deux mandats, Trump a supervisé des interventions armées et des opérations militaires – y compris LibyaMaliSyriaVenezuelades frappes aériennes, des raids de commando, des conflits par procuration, des programmes dits 127e et des guerres à grande échelle – en Afghanistan, en République centrafricaine, au Cameroun, en Équateur, en Égypte, en Iran, en Irak, au Kenya, au Liban, au Liban, au Mali, au Nigeria, au Nigéria, en Corée du Nord, au Pakistan, aux Philippines, en Somalie, en Syrie, au Venezuela, au Yémen et dans un pays non spécifiécivilians in boats. Son second mandat a, en fait été un blitz furieux de la guerre mondiale, à moitié remarqué par les médias américains. En mars, par exemple, les États-Unis ont fait la guerre à trois continents pendant seulement trois jours, menant des attaques en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud.

Au cours de cette période, les États-Unis ont également heurté un bateau civil dans l'est de l'océan Pacifique.

Moins d'un an et demi après le second mandat de Trump, les États-Unis ont déjà tué plus de 2.000 civils d'Amérique latine au Moyen-Orient et en Afrique. "C'est sans précédent en termes de nombre de théâtres où des dommages aux civils ont été signalés dans un si court laps de temps", a déclaré Megan Karlshoej-Pedersen, spécialiste des politiques chez Airwars, une organisation basée en Grande-Bretagne qui suit les dommages civils à l'échelle mondiale. Elle a également évoqué des attaques dans la mer des Caraïbes, dans l'est de l'océan Pacifique, en Iran, au Nigeria, en Somalie, en Syrie, au Venezuela et au Yémen.

### Une guerre contre les enfants

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH266/ap19183731292054-bd440.jpg>]

Depuis que les États-Unis ont commencé à mener des frappes aériennes en Somalie en 2007, jusqu'à 170 civils ont été tués, selon Airwars. L'armée américaine n'a cependant admis que six de ces décès et 11 autres blessés – et n'a jamais présenté d'excuses publiquement à aucune famille des victimes ou à celles qui ont survécu à ses attaques.

Lors d'une attaque d'avril 2018 en Somalie pendant le premier mandat de Trump, une frappe de drone américaine a tué au moins trois (et peut-être cinq) civils. Une femme et un enfant étaient parmi les morts, selon des documents d'enquête militaires américains autrefois secrets, mais le même rapport a conclu que leur identité pourrait ne jamais être connue. Une enquête de 2023 que j'ai entreprise pour The Intercept a toutefois révélé les détails de cette attaque désastreuse. La femme et l'enfant - Luul Dahir Mohamed, 22 ans, et sa fille de 4 ans, Mariam Shilow Muse - ont survécu à la frappe initiale, mais ont été tués par une attaque à double pression alors qu'ils s'enfuyaient pour leur vie. Abdi Dahir Mohamed, l'un des frères de Luul, a déclaré à propos des Américains qui ont tué sa sœur et sa nièce : « Ils savent que des innocents ont été tués, mais ils ne nous ont jamais dit une raison ou se sont excusés. Personne n'a été tenu responsable. »

Plus récemment, le président Trump a été responsable du massacre de dizaines, voire de centaines, d'enfants dans sa guerre de choix en Iran. "Les frappes aériennes américano-israéliennes ont tué au moins 2.362 civils, dont 383 enfants, et blessé plus de 32.314 civils, selon des chiffres officiels", a déclaré à ce journaliste et d'autres journalistes un récent point de presse de Raha Bahreini, chercheur régional à l'équipe Iran d'Amnesty International. Les décès comprennent plus de 150 enfants tués dans une frappe de missile Tomahawk sur l'école primaire Shajarah Tayyebbeh dans le sud de l'Iran. Les conclusions préliminaires d'une enquête militaire américaine sur cette attaque ont reconnu que les États-Unis étaient effectivement responsables, contredisant les affirmations du président Trump selon lesquelles l'Iran a frappé l'école. Publiquement, cependant, le Pentagone continue d'échapper à la responsabilité. "Cet incident fait actuellement l'objet d'une enquête", a récemment déclaré le secrétaire à la Guerre Pete Hegseth aux législateurs, refusant de répondre aux questions sur l'attaque lors d'un témoignage sur la colline du Capitole.

L'administration a également été responsable d'un battement de tambour constant d'attaques contre des civils dans les eaux entourant l'Amérique latine. Dans le cadre de l'opération Southern Spear, l'administration Trump a mené environ 60 attaques contre des bateaux de drogue dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique oriental, tuant près de 200 civils depuis septembre dernier. Les responsables de Trump ont insisté sur le fait que les victimes sont membres de l'un des au moins 24 cartels ou plus et des gangs criminels avec lesquels elle prétend être en guerre mais refuse de nommer. Les experts des lois de la guerre et les membres du Congrès des deux parties insistent sur le fait que les frappes sont des exécutions extrajudiciaires illégales parce que l'armée n'est pas autorisée à cibler délibérément des civils – même des criminels présumés – qui ne constituent pas une menace imminente de violence.

Trump a également tué et blessé de nombreuses personnes au Yémen, y compris des dizaines de civils éthiopiens tués dans une attaque contre un centre de détention d'immigrants l'année dernière. "La campagne de l'administration Trump au Yémen, et cette attaque en particulier, auraient dû déclencher des sonnettes d'alarme pour toute personne investie dans le fonctionnement de l'armée américaine, et la quantité de soins ou de dédain qu'elle montre pour la vie civile", a récemment déclaré Kristine Beckerle, directrice régionale adjointe d'Amnesty International pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. « Un an plus tard, non seulement il n'y a pas eu de progrès discernables vers la justice et la réparation, mais nous manquons toujours d'informations de base sur ce qui s'est passé dans l'attaque du Yémen, pourquoi cela s'est produit et quelles mesures l'armée américaine a prises pour y remédier. »

Au printemps 2025, Airwars a suivi les informations selon lesquelles au moins 224 civils au Yémen auraient été tués par des frappes aériennes américaines lors de la campagne de frappes aériennes et navales de l'administration Trump (nommée code Operation Rough Rider) contre le gouvernement Houthis de ce pays. Le Yemen Data Project a fait le bilan à un minimum de 238 civils, dont 467 blessés.

De telles morts ne sont qu'une partie d'un long projet de loi de boucher au Yémen qui remonte au tout début du premier mandat de Trump. Un rapport du groupe Mwatana for Human Rights, basé au Yémen, a examiné 12 attaques américaines au Yémen entre janvier 2017 et janvier 2019, dont 10 « frappes aériennes antiterroristes ». Les auteurs ont constaté qu'au moins 38 civils yéménites – 19 hommes, six femmes et 13 enfants – ont été tués et sept autres blessés dans ces attaques. Parmi eux se trouvait un raid de la marine SEALs sur un village yéménite quelques jours seulement après l'entrée en fonction de Trump pour la première fois au cours de laquelle des femmes et des enfants sont morts. Un an plus tard, les États-Unis ont tiré un missile dans un véhicule utilitaire sportif près du village d'Al Uqla. Trois des hommes à l'intérieur ont été tués sur le coup. Un autre est décédé quelques jours plus tard dans un hôpital local. Le seul survivant, Adel Al Manthari, a été gravement blessé et contraint de se tourner vers une campagne GoFundMe en 2022 pour lui sauver la vie.

« L'attaque Était Horrible Et Leur Réponse Était Horrible. J'ai perdu une femme et un enfant »

"C'est un endroit horrible", a déclaré Trump à propos de la Somalie pendant ce même coup de gueule raciste. « Tout est horrible là-bas. »

Horrible est un mot que je rappelle aussi de mon voyage en Somalie pour rencontrer la famille de Luul Dahir Mohamed et Mariam Shilow Muse en 2023.

L'attaque américaine qui a tué la mère et la fille a été le produit d'un renseignement défectueux ainsi que précipité, imprécis visant par une cellule de frappe des opérations spéciales dont les membres, selon l'enquête militaire menée plus tard, se considéraient comme inexpérimentés. Cette enquête a conduit à l'admission que des civils ont été tués et à une forte suggestion de biais de confirmation (un phénomène psychologique qui conduit les gens à des informations sur les cerises qui confirment leurs croyances préexistantes). Malgré cela, l'enquête a disculpé l'équipe impliquée.

"La grève a respecté les règles d'engagement applicables", selon cette enquête. « [Rien dans les procédures de grève n'a causé cet appel inexact [expurgé]. » Le mari de Luul et le père de Mariam, Shilow Muse Ali, ont été stupéfaits alors qu'il essayait de traiter ces mots. « L'attaque a été horrible et leur réponse a été horrible. J'ai perdu une femme et un enfant", m'a-t-il dit. « Mais je ne peux pas comprendre l'explication dans l'enquête. Comment pouvez-vous admettre que vous avez tué deux civils et aussi dire que les règles ont été respectées ? »

Trump avait, en fait, secrètement publié des règles assouplies pour les opérations de « direct action » antiterroriste, y compris pour les frappes de drones dans des endroits comme la Somalie, selon une copie partiellement expurgée du document. À la fin du mois de mars 2017, le nombre de frappes aériennes américaines en Somalie avait grimpé en flèche. "Le fardeau de la preuve quant à savoir qui pourrait être ciblé et pour quelle raison a radicalement changé", a rappelé le général de brigade à la retraite Donald Bolduc, qui a dirigé Special Operations Command Africa à l'époque. Pendant l'administration Obama, en revanche, les frappes ont nécessité une approbation de haut niveau, selon un pilote de drone et analyste de cellules de frappe, qui a servi en Somalie l'année où Luul et Mariam ont été tués. « Donner l'autorité de la grève à un commandant au sol était une différence énorme », a-t-il expliqué. « Ça a eu un gros effet. » Les attaques en Somalie ont triplé après que Trump a de nouveau assoupli les principes de ciblage et (tous trop prévisiblement) les estimations militaires et indépendantes des victimes civiles dans plusieurs zones de guerre américaines ont augmenté.

"Ils n'ont rien d'autre que du crime", a déclaré le président Trump - lui-même un criminel condamné 34 fois - à propos de la Somalie, alors qu'il faisait rage à propos de ce pays.

À ce jour, personne n'a jamais été tenu responsable de la mort de Luul ou de Mariam – ou de tout autre civil tué dans la guerre de Trump en Somalie. Personne n'a été tenu pour responsable des personnes tuées dans la frappe au Yémen qui a gravement blessé Adel Al Manthari. Ou ceux qui ont été tués dans le raid sur un village yéménite par les Navy SEAL. Ou les innocents morts dans l'attaque d'un centre de détention d'immigrants dans ce pays. Ou dans les frappes sur les bateaux de drogue dans la mer des Caraïbes. Ou pour l'attaque de l'école primaire Shajarah Tayyebah en Iran.

Certaines de ces attaques auraient bien pu être classées comme des crimes de guerre. D'autres sont certainement des exécutions extrajudiciaires – ou, tout simplement, des meurtres purs et simples. Ces décès et tant d'autres peuvent être remontés à Donald Trump et son mépris pour la vie des gens à travers cette planète.

"C'est sale et dégoûtant sale", a déclaré Trump à propos de la Somalie, mais en vérité, c'est une description plus appropriée pour l'âme du pays qui exporte le massacre, année après année, et est dirigé par un homme qui s'y délecte. "C'est un endroit horrible", a-t-il poursuivi à propos de la Somalie.

Et une fois de plus, chaque accusation de sa compétence devrait être considérée comme une confession, aussi.